

5° demandes d'obtention d'une licence de transfert vers un Etat membre de l'Union européenne de produits à double usage, telle que visée à l'article 22 du Règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage;

6° demandes d'obtention d'une prolongation d'une licence accordée auparavant;

7° demandes d'obtention d'un certificat d'importation international.

§ 2. La délégation, visée au paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 3°, s'applique également à la formulation d'un avis provisoire sur l'importation, le transit ou le transfert, tel que visé à l'article 9, § 1^{er}, du Décret sur le commerce des armes du 15 juin 2012.

La délégation, visée au paragraphe 1^{er}, 3°, s'applique également à l'octroi ou au refus d'une exemption de licence, telle que visée à l'article 17 du Décret sur le commerce des armes du 15 juin 2012.

La délégation visée au paragraphe 1^{er}, 6°, ne vaut pas s'il existe des indications que, depuis l'octroi de la licence originale, des circonstances se sont produites dans le pays de destination ou dans le pays d'utilisation finale qui pourraient avoir un impact sur l'examen de la demande quant à sa conformité aux critères cités aux articles 11, 26 et 28 du Décret sur le commerce des armes du 15 juin 2012, ou aux critères visés à l'article 12 du Règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage.

Art. 3. Outre les cas, visés à l'article 2 du présent arrêté, le secrétaire général a également délégation pour accorder ou refuser les types suivants de demandes :

1° demandes d'obtention d'une autorisation préalable, telle que visée à l'article 10 du Décret sur le commerce des armes du 15 juin 2012;

2° demandes d'obtention d'un certificat de personne agréée, tel que visé à l'article 14, § 3, du Décret sur le commerce des armes du 15 juin 2012, et pour sa prolongation, visée à l'article 35 de l'Arrêté sur le commerce des armes du 20 juillet 2012.

La délégation, visée à l'alinéa premier, ne s'applique pas à l'octroi d'une autorisation préalable ou d'un certificat de personne agréée si, dans le cadre de la procédure de demande, une des instances visées respectivement à l'article 10, § 2, alinéa deux, du Décret sur le commerce des armes du 15 juin 2012, et à l'article 32, § 1^{er}, alinéa trois, de l'Arrêté sur le commerce des armes du 20 juillet 2012, émet un avis négatif sur la demande.

La délégation, visée à l'alinéa premier, 2°, ne s'applique pas non plus à l'octroi d'un certificat de personne agréée s'il existe un doute justifié que le demandeur dispose d'un programme interne approprié visant le respect de la procédure de contrôle du transfert et de l'exportation ou du système de gestion de l'exportation.

Art. 4. § 1^{er}. L'utilisation des compétences, visées aux articles 2 et 3, est trimestriellement rapportée au Ministre flamand ayant l'importation, l'exportation et le transit d'armes dans ses attributions, à l'aide d'un rapport communiqué par le biais du secrétaire général. Le rapport contient toute information nécessaire sur les demandes de licences accordées ou refusées pendant la période en question en application du présent arrêté.

Le rapport, visé à l'alinéa premier, est réparti en différents chapitres. Chaque type de demande, visé aux articles 2 et 3, constitue un chapitre distinct dans ce rapport.

§ 2. Lorsque le secrétaire général utilise sa compétence pour refuser une demande telle que visée aux articles 2 et 3, le Ministre flamand ayant l'importation, l'exportation et le transit des armes dans ses attributions, en est immédiatement informé.

Art. 5. Les délégations accordées suite au présent arrêté, sont également accordées au fonctionnaire chargé de la suppléance du secrétaire général ou qui le remplace en cas d'absence temporaire ou d'empêchement. En cas d'absence temporaire ou d'empêchement, le fonctionnaire concerné appose la formule "Pour le secrétaire général, absent", au-dessus de son grade et de sa signature.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 26 juillet 2011 portant délégation au secrétaire général du Département flamand des Affaires étrangères de certaines compétences en matière de l'importation, de l'exportation et du transit d'armes, de munition et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou au maintien de l'ordre et en matière d'exportation et de transport de produits à double usage, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2012.

Bruxelles, le 21 septembre 2012.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 3037

[2012/205419]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1998 relatif au financement du Fonds national de la Recherche scientifique, au renforcement du potentiel scientifique universitaire et au financement de programmes de recherche fondamentale collective

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires telle que modifiée;

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1998 relatif au financement du Fonds national de la Recherche scientifique, au renforcement du potentiel scientifique universitaire et au financement de programmes de Recherche fondamentale collective; européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 2012;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 2012;
Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 25 avril 2012, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche scientifique, des Bâtiments scolaires et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Un chapitre III/1 est inséré entre les chapitres III et IV de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1998 relatif au financement du Fonds national de la Recherche scientifique, au renforcement du potentiel scientifique universitaire et au financement de programmes de Recherche fondamentale collective, et est rédigé comme suit :

« CHAPITRE III/1. Financement de bourses, mandats, infrastructures, équipements ou projets de Recherche pour le soutien spécifique à la Recherche en Sciences humaines

Article 28/1. — En vue du financement de bourses doctorales et mandats postdoctoraux, ainsi que d'infrastructures, équipements ou projets de Recherches collaboratives impliquant des dépenses autres que du personnel, dans les domaines de Sciences humaines, le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions accorde des subventions au Fonds national de la Recherche scientifique, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Communauté française et dans le cadre des conventions que le Ministre établit avec le Fonds prémentionné.

Ces conventions doivent satisfaire aux conditions reprises à la présente section.

Article 28/2. Pour la gestion des subventions qui lui sont octroyées, en application de l'article 29, le Fonds national de la Recherche scientifique crée en son sein un Fonds pour la Recherche en Sciences humaines (FRESH).

Ce fonds est doté de l'autonomie comptable.

Article 28/3. § 1^{er}. Ce fonds est dirigé par un comité de gestion composé d'un président, d'un vice-président, de douze membres au maximum et d'un secrétaire-rapporteur.

2. Le comité de gestion est présidé par le Recteur qui assure la présidence du Fonds national de la Recherche scientifique. Toutefois le président en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté reste en fonction jusqu'au terme de l'année académique 2011-2012. Le président n'a pas voix délibérative.

3. Le vice-président est désigné par le Conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique parmi ses membres.

4. Les membres sont désignés par le Conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique parmi les personnalités représentatives d'institutions scientifiques d'enseignement universitaire ou d'institutions scientifiques, et choisies pour leur compétence dans le domaine des disciplines scientifiques qui entrent en ligne de compte pour l'octroi d'une aide financière.

Le mandat des membres est de deux ans; il est renouvelable.

5. Le secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique assume les fonctions de secrétaire-rapporteur auprès du comité de gestion.

Article 28/4. Chaque année, en vue de l'établissement du budget de la Communauté française, le comité de gestion établit un projet de dépenses en vue du financement de bourses, mandats et autres outils de financement au cours de l'année suivante au titre des subventions visées à l'article 28/1.

Article 28/5. Les subventions visées à l'article 28/1 sont octroyées au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidé après la transmission des rapports visés à l'article 28/11 et après la vérification des comptes visée à l'article 28/9, alinéa 4.

Article 28/6. A l'aide des subventions qui lui sont octroyées, le comité de gestion peut accorder des bourses, mandats et le financement de projets et d'équipements de Recherche.

Article 28/7. Sur proposition du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions, le Gouvernement désigne un délégué auprès du comité de gestion du Fonds.

Ce délégué exerce les fonctions de Commissaire du Gouvernement.

Il assiste aux réunions du comité de gestion.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le Commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du comité de gestion.

Il exerce un droit de recours auprès du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions contre toute décision du comité de gestion qu'il estime contraire aux lois, décrets et arrêtés ou à l'intérêt général.

Le recours est exercé dans les cinq jours francs qui suivent la notification écrite de la décision du Commissaire du Gouvernement.

Le recours est notifié simultanément au comité de gestion. L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

Dans les trente jours du recours, le comité de gestion fait connaître au Ministre ses observations sur le recours.

Dans les trente jours de la réception des observations du comité de gestion, le Ministre peut marquer son désaccord avec la décision du comité de gestion.

Dans ce cas, le comité de gestion rapporte sa décision au cours de sa prochaine réunion et est tenu de présenter des voies alternatives au Ministre avant toute nouvelle prise de décision.

Article 28/8. Sur proposition du Ministre qui a le budget dans ses attributions, le Gouvernement désigne un délégué auprès du comité de gestion du Fonds.

Ce délégué assiste aux réunions du comité de gestion.

Il peut assurer un droit de recours auprès du Ministre qui a le budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 28/7.

Article 28/9. Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation des subventions octroyées.

Le Conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et la réalité des dépenses.

Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable de ce contrôle vis-à-vis du Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Le Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du Fonds auquel il a octroyé des subventions et de s'assurer que le contrôle visé ci-dessus est régulièrement effectué.

Pour l'accomplissement de ses missions, ce fonctionnaire dispose des pouvoirs d'investigation nécessaires.

Article 28/10. Le solde des subventions attribuées en vertu du présent chapitre éventuellement disponible à la fin de l'exercice, est reporté. Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement des subventions non utilisées reçoivent la même affectation.

Article 28/11. Le Fonds établit chaque année un rapport sur son activité et l'utilisation qu'il a faite des subventions lui octroyées en vertu du présent chapitre.

Ce rapport est transmis au Ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Article 28/12. Disposition transitoire

Le Fonds veille à financer les bourses précédemment subventionnées par la Communauté française auprès du Collège interuniversitaire d'études doctorales dans les Sciences du management (CIM). ».

Article 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 2012 et est abrogé de plein droit le 31 décembre 2012.

Article 3. Le Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche scientifique, et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 3037

[2012/205419]

12 JULI 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 betreffende de financiering van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, de versteviging van het wetenschappelijk universitair potentieel en de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 betreffende de financiering van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, de versteviging van het wetenschappelijk universitair potentieel en de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 februari 2012;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 maart 2012;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 april 2012, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vicepresident en de Minister van Kinderwelzijn, Wetenschappelijk Onderzoek, Schoolgebouwen en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een hoofdstuk III/1 ingevoegd tussen de hoofdstukken III en IV van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 betreffende de financiering van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, de versteviging van het wetenschappelijk universitair potentieel en de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek, en luidend als volgt :

« HOOFDSTUK III/1. Financiering van beurzen, mandaten, infrastructures, uitrustingen of onderzoeksprojecten voor de steun specifiek voor onderzoek in Humane Wetenschappen

Artikel 28/1. Met het oog op de financiering van de beurzen op doctoraal niveau en de mandaten op postdoctoraal niveau, alsook van infrastructures, uitrustingen of projecten voor onderzoek in samenwerking die andere uitgaven inhouden dan het personeel, op de gebieden van de Humane Wetenschappen, kent de Minister bevoegd voor Wetenschappelijk Onderzoek toelagen toekennen aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, binnen de perken van de kredieten te dien einde in de begroting van de Franse Gemeenschap opgenomen en in het kader van de overeenkomsten gesloten door de Minister met het voorgenoemde Fonds.

Deze overeenkomsten moeten aan de voorwaarden vermeld in deze afdeling beantwoorden.

Art. 28/2. Voor het beheer van de toelagen die het toegekend wordt, met toepassing van artikel 29, richt het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in zijn midden een Fonds voor Onderzoek in de Humane Wetenschappen (FRESH - Fonds pour la Recherche en Sciences Humaines), op.

Dit fonds geniet de rekenplichtige autonomie.

Art. 28/3. - § 1. Dit fonds wordt geleid door een beheerscomité samengesteld uit een voorzitter, een vicepresident, twaalf leden maximum en een verslaggevend secretaris.

§ 2. Het beheerscomité wordt voorgezeten door de Rector die voor het voorzitterschap van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek instaat. Nochtans blijft de voorzitter die het ambt uitvoerde op de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ambt voort uit te voeren tot het einde van het academiejaar 2011-2012. De voorzitter is niet stemgerechtigd.

§ 3. De vicepresident wordt aangewezen door de raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek onder zijn leden.

§ 4. De leden worden aangewezen door de raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek onder de personaliteiten die representatief zijn voor wetenschappelijke instellingen voor universitair onderwijs of voor specifieke instellingen, en gekozen wegens hun bijzondere bevoegdheid op het gebied van de wetenschappelijke vakken die in aanmerking komen voor de toekenning van een financiële steun.

De mandaat van de leden bedraagt twee jaar; deze kan hernieuwd worden.

§ 5. De secretaris-generaal van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek zorgt voor het ambt van verslaggevend secretaris bij het beheerscomité.

Art. 28/4. Ieder jaar, met het oog op de vaststelling van de begroting van de Franse Gemeenschap, stelt het beheerscomité een uitgavenproject op in verband met de financiering van de beurzen, mandaten en andere financieringsinstrumenten gedurende het volgende jaar als toelagen bedoeld bij artikel 28/1.

Art. 28/5. De toelagen bedoeld bij artikel 28/1 worden aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in vier gelijke schijven toegekend op het begin van elk kwartaal van het jaar, met uitzondering van een bedrag gelijk aan tien percent van de laatste schijf vereffend na de overzending van de verslagen bedoeld bij artikel 28/11 en na de verificatie van de rekeningen bedoeld bij artikel 28/9, vierde lid.

Art. 28/6. Met behulp van de toelagen die het toegekend worden kan het beheerscomité voor beurzen, mandaten en de financiering van projecten en onderzoeksuitrustingen zorgen.

Art. 28/7. Op de voordracht van de Minister bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek, wijst de Regering een afgevaardigde aan bij het beheerscomité van het fonds.

Deze afgevaardigde oefent de ambten van Regeringscommissaris uit.

Hij woont de vergaderingen van het beheerscomité bij.

Behoudens gevallen van bijzonder dringende noodzakelijkheid die met redenen omkleed zijn en die hij aanvaardt, ontvangt de Commissaris tien dagen voor de vergadering, de volledige agenda van deze alsook de documenten voor de punten die onder zijn bevoegdheid vallen. Hij heeft recht om de overzending van de dossiers voorgelegd voor deze punten aan de beraadslagingen van het beheerscomité te bekomen.

Hij oefent een beroepsrecht bij de Minister bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek uit tegen elke beslissing van het beheerscomité die hij in strijd acht met de wetten, decreten en besluiten of het algemeen belang.

Het beroep wordt ingesteld binnen de vijf volle dagen na de schriftelijke kennisgeving van de beslissing van de Regeringscommissaris.

Van het beroep wordt gelijktijdig aan het beheerscomité kennisgegeven.

De uitvoering van de beslissing wordt geschorst door het beroep.

Binnen de dertig beroepsdagen laat het beheerscomité aan de Minister zijn op- en aanmerkingen over het beroep kennen.

Binnen de dertig dagen van de ontvangst van de op- en aanmerkingen van het beheerscomité kan de Minister zijn onenigheid betuigen met de beslissing van het beheerscomité.

In dat geval geeft het beheerscomité verslag van zijn beslissing tijdens de volgende vergadering en wordt het ertoe gehouden alternerende wegen aan de Minister voor te stellen alvorens elke nieuwe beslissing te treffen.

Art. 28/8. Op de voordracht van de Minister belast met de begroting wijst de Regering een afgevaardigde bij het beheerscomité van het fonds aan.

Deze afgevaardigde woont de vergaderingen van het beheerscomité bij.

Hij beschikt over een beroepsrecht bij de Minister belast met de begroting volgens de nadere regels bepaald bij artikel 28/7.

Art. 28/9. Het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek is verantwoordelijk ten opzichte van de Minister bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek voor de aanwending van de toegekende toelagen.

De raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek bepaalt de nadere regels van dit toezicht op de aard en de werkelijkheid van de uitgaven.

Het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek is verantwoordelijk voor dit toezicht ten opzichte van de Minister belast met het wetenschappelijk onderzoek.

De Minister bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek wijst een ambtenaar aan die belast is met het nazicht van de regulariteit van de rekeningen van het fonds aan hetwelk toelagen worden toegekend en van de regelmatige uitvoering van het toezicht.

Voor de uitvoering van deze opdrachten beschikt deze ambtenaar over de nodige onderzoeksmacht.

Art. 28/10. Het saldo van de toelagen toegekend krachtens dit hoofdstuk dat op het einde van het jaar nog beschikbaar zou zijn, wordt overgedragen. Nochtans, kan de herbestemming ervan enkel tijdens het volgend jaar geschieden.

De interesten verkregen door het plaatsnemen van de niet-gebruikte toelagen krijgen dezelfde bestemming.

Art. 28/11. Elk jaar maakt het Fonds een verslag op over zijn activiteit en de aanwending van de toelagen die het toegekend werden krachtens dit hoofdstuk.

Dit verslag wordt aan de Minister overgezonden die voor het wetenschappelijk onderzoek bevoegd is.

Art. 28/12. Overgangsbepaling

Het Fonds zorgt voor de financiering van de beurzen die vroeger door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd werden bij het Interuniversitair College voor Doctorale studies in de Beheerswetenschappen (CIM - Collège interuniversitaire d'études doctorales dans les Sciences du Management). »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2012 en wordt van rechtswege op 31 december 2012 opgeheven.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de schoolgebouwen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juli 2012.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kinderwelzijn, Wetenschappelijk Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J-M NOLLET